

## Les crédits

• (1655)

Malheureusement, et je me dois de le dire, ces belles intentions sont demeurées lettre morte tant et si bien que le budget du ministre des Finances ne fait aucunement mention de ces promesses de nouveaux programmes libéraux.

Si le gouvernement n'élabore pas une politique de reconversion de la défense pour les prochaines années à venir, nous allons perdre des dizaines de milliers d'emplois dans les secteurs technologiques et au Québec, et ailleurs, et assister, inlassablement, à l'effritement de notre potentiel de création d'emplois, et cela, le gouvernement le sait très bien.

Questionné dernièrement en Chambre sur cette question, le ministre de l'Industrie, complaisant et même cynique envers mon collègue d'Hochelega—Maisonneuve, a soutenu que le gouvernement fédéral possédait déjà les outils nécessaires pour favoriser la reconversion et que les programmes existants étaient appropriés pour soutenir pareil mandat. C'est cela, la nouvelle tactique des libéraux?

Le ministre de l'Industrie a vraisemblablement confondu la fonction de soutien à la production de matériel militaire telle qu'elle existe actuellement dans le programme PPIMD, avec le programme de reconversion qui n'existe pas encore à l'ordre du jour du gouvernement.

Il serait souhaitable, et dans les plus brefs délais, que le ministre de l'Industrie prenne connaissance des programmes qui existent déjà. Il verrait une différence entre ce qu'il croit connaître et le programme de reconversion que nous proposons.

À ce propos, j'inviterais aussi mes collègues de l'autre côté de cette Chambre à lire le communiqué du 26 mars 1993 émanant du cabinet du chef de l'opposition d'alors, l'actuel premier ministre.

Et c'est conjointement avec l'actuel ministre du Développement des ressources humaines et bien d'autres, qu'ils ont présenté, à cette époque, lorsqu'ils étaient à l'opposition—on dit que c'est plus facile à l'opposition, mais quand on est sérieux et lorsqu'on change de côté, on doit faire ce qu'on a dit qu'on ferait. Il me semble qu'à l'époque, le gouvernement nous proposait du travail et actuellement on ne parle que du déficit. Ce sont les conservateurs, pendant la campagne électorale, qui parlaient du déficit et non les libéraux. Les libéraux nous promettaient du travail à l'époque. Qu'en est-il?

Hélas, ce gouvernement libéral est tombé dans le piège. Il n'a effectivement aucune politique de reconversion et il se contente une fois de plus de se fier au jeu des lois du marché. Imaginez-vous! *Wait and see, wait and see*. C'est ce qu'on fait actuellement. On attend.

Le Bloc québécois, par contre, croit profondément que l'État a pour mission de prendre des initiatives pour assurer des emplois à nos concitoyens.

Un plan s'impose pour inciter les fabricants d'équipement militaire à se détacher de ce type de production et d'exportation vers d'autres fins. Un plan bien défini est la clé de la réussite dans la diversification de la production militaire de haute technologie et sa transition vers la production civile.

L'industrie militaire est l'un des piliers du secteur de la haute technologie, de la recherche et du développement. Et c'est sur la haute technologie que repose en partie notre compétitivité et notre avenir. Et ça, c'est important.

Un tissu industriel fort est indispensable à la prospérité économique et à la création d'emplois. Ce secteur de l'industrie fournit des emplois bien rémunérés et, en outre, il utilise nos ressources naturelles, les biens et les services de nos entreprises.

Voici un plan en trois points des principales recommandations que nous proposons et qui demeurent au centre de la stratégie que nous soutenons: premièrement, le gouvernement devra créer un fonds pour la reconversion, qui serait aménagé à même le Fonds de redéploiement industriel.

• (1700)

Ce fonds aurait pour mission principale de bonifier et de compléter les aides consenties à même les programmes existants avec l'objectif d'offrir aux installations et entreprises militaires un soutien adéquat et de longue durée dans leur démarche de reconversion et de diversification.

Deuxièmement, le gouvernement devra instituer des comités consultatifs de reconversion au niveau local et au niveau régional. Finalement, le gouvernement devra mettre sur pied un comité indépendant chargé d'étudier les différents programmes existants susceptibles d'être mis à contribution.

Il va sans dire que cette stratégie doit viser, d'abord et avant tout, le réaménagement complet du programme PPIMD.

Le gouvernement fédéral doit assumer une part des responsabilités. Quand on est élu, on doit assumer ses responsabilités et peser sur la dépendance de ces entreprises envers la production d'armes.

Mon intervention d'aujourd'hui montre bien que nous allons continuer nos représentations, et j'espère que le gouvernement fédéral va donner suite aux attentes légitimes de nos entreprises du Québec et du Canada, et cela dans les plus brefs délais.

**Mme Eleni Bakopanos (Saint-Denis):** Madame la Présidente, je suis très contente que l'honorable député, de l'autre côté de la Chambre, ait pris connaissance de notre livre rouge et de notre priorité, comme gouvernement, de la création d'emploi.

C'est justement ce que nous essayons de faire depuis les six derniers mois, depuis que nous sommes au pouvoir. Je trouve qu'on a quand même bien réussi.

Je ne parle pas de tous les programmes que nous avons créés, mais on peut parler de notre programme d'infrastructures qui a été mis en place et du programme pour aider les PME.

Je veux aussi souligner que le ministre de la Défense, a dit lui-même qu'il y a une revue en ce moment de toute la politique de défense qui va peut-être inclure les industries qui doivent maintenant diversifier pour trouver d'autres matériaux à produire que des matériaux nucléaires. Nous sommes tous d'accord pour dire que le public canadien ne veut pas que nous ayons plus de production dans ce domaine.

En ce qui concerne les mises à pied, le député a souligné que depuis 1990, jusqu'à 1994, il y a eu plusieurs mises à pied. Pourquoi a-t-on été élus? Parce que l'ancien gouvernement n'a pas eu un programme de création d'emploi, n'a pas eu une vision canadienne pour ce pays. Il y a eu quand même un problème au